



Cette fois-ci, nous pouvons voter de façon positive pour l'infrastructure communautaire

Ce que nous voulons

- Un programme national pour l'expansion et la mise à niveau de l'infrastructure physique – routes, transport en commun, moyens de transports, services de l'eau et des eaux usées, services d'électricité, lampadaires, parcs, etc. – dont le financement, la construction, la propriété, l'exploitation et la prestation sont assurés par le secteur public.
- Un cadre législatif à long terme pour financer correctement l'infrastructure publique et combler le déficit de 60 milliards de dollars de l'infrastructure municipale.
- La reddition de comptes assurée par la propriété, la gestion, l'exploitation, le financement et le contrôle entièrement publics de l'infrastructure, et la fin des partenariats public-privé.

Les libéraux n'ont rien fait

- Les libéraux sont en faveur de la privatisation de l'infrastructure et des PPP qui obligent les collectivités et les provinces à assumer des dettes énormes, tout en créant des inégalités à cause de l'augmentation des frais d'utilisation.
- Le « Nouveau pacte pour les villes et les collectivités » des libéraux est une mosaïque d'ententes de financement qui ne fournit pas la stabilité politique et économique dont les collectivités ont besoin pour planifier à long terme.
- Le transfert de la « taxe sur l'essence » promis aux cités et villes pour les cinq prochaines années ne comble pas les besoins en matière de réinvestissement dans l'infrastructure communautaire.

Les conservateurs seraient pires

- Les conservateurs sont contre une infrastructure financée et exploitée par le secteur public. Ils veulent que le secteur privé possède, exploite et finance les installations et les services publics, même si cette façon de faire est moins efficace et plus coûteuse.
- Stephen Harper veut encore sabrer dans la taille du gouvernement, ce qui entraînera d'autres augmentations des frais d'utilisation, plus d'inégalités, plus de PPP et la détérioration des services et de l'infrastructure publics.

Ce que disent les néo-démocrates

- En 2005, le NPD a obligé le gouvernement minoritaire libéral à consacrer plus d'argent à l'infrastructure sociale et physique, y compris 100 millions de dollars au logement social.
- Le parti a obtenu l'augmentation immédiate du transfert de la taxe sur l'essence à cinq cents le litre, comme l'avait demandé la Fédération canadienne des municipalités.
- Le NPD assurerait le caractère public de l'investissement, de l'exploitation et de la gestion de l'infrastructure communautaire.